

Intervention au nom du comité 4/02/23

Mesdames et messieurs les maires, messieurs et mesdames les élus, mesdames et messieurs, chers amis, ce serait un réel plaisir de vous voir tous réunis, si la cause n'était pas si grave, la menace de la fermeture de la maternité de Sedan. Merci, merci beaucoup de votre présence ici, aujourd'hui.

Certains maires n'ont pu venir et ont tenu à s'excuser : Floing, Buzancy

Oui, les autorités doivent entendre que nous ne voulons pas de la fermeture de cette maternité, nous, c'est à dire la population de ce bassin de plus de 80 000 habitants, avec leurs élus, réunis dans cette mobilisation.

La fermeture d'une maternité, c'est un symbole et je laisserais le maire de Sedan, le président des Portes du Luxembourg développer cet aspect : un territoire où on ne naît plus est un territoire que l'on dévitalise.

Mais ce n'est pas qu'un symbole : ce sont aussi des femmes et des enfants que l'on met en danger et actuellement les indicateurs de santé autour de la naissance se dégradent ! Comment ne pas mettre cela en relation avec toutes les fermetures de maternités dans les dernières années !

Je voudrais insister sur une autre fermeture qui s'annonce aussi, moins symbolique, mais tout aussi grave : celle du service de surveillance continue. Lors du COVID, ces lits ont été globalisés avec les lits de réanimation, sous l'appellation lits de soins critiques et l'expérience a montré combien on en manquait en France. Cette fermeture va multiplier les transferts à Charleville et sans doute amener à faire le tri des malades pouvant en bénéficier, faute de places, avec tous les risques en découlant.

Comment en sommes nous arrivés là ? Un petit retour en arrière est nécessaire pour quelques explications et dégager les pistes des solutions. C'est vrai que la situation d'aujourd'hui, notre comité la redoute depuis longtemps, à partir de son analyse des politiques de santé et de l'expérience de la Coordination à laquelle nous appartenons. Nous avons dénoncé la privatisation rampante à travers le montage fait pour le rachat de la Polyclinique du Parc et la création du Groupement de Coopération Sanitaire avec la participation d'Orpéa/Clinéa, avec le soutien d'élus ardennais, d'ailleurs épinglés dans le livre de Victor Castanet, les Fossoyeurs qui a révélé le scandale Orpéa : en mettant dans les mêmes lieux des anesthésistes de statut privé, mieux payés et non astreints à la permanence des soins, vous comprenez que l'on complique le recrutement ! Le personnel non médical de ce GCS est lui par contre moins favorisé : peut être avez vous vu qu'il est en grève actuellement pour des augmentations de salaires et notre comité leur apporte son soutien.

Et puis après, il y a eu les projets de rapprochement entre les hôpitaux de Charleville et Sedan : c'est à ce moment là que notre comité s'est développé sur Sedan pour montrer que nous ne voulions ni mise en concurrence, ni main mise de Charleville sur Sedan, mais une vraie coopération. Nous nous sommes opposés à la fusion des hôpitaux, redoutant la suite. De toute façon, l'Agence Régionale de Santé serait passée vraisemblablement outre les avis des élus ! Là elle leur a fait des promesses, en particulier sur le maintien de la maternité et je sais qu'un certain nombre d'entre eux se sentent trahis et d'autant plus motivés !

Et apparemment les promesses continuent ! La réactivation de la chirurgie ambulatoire à Sedan en échange de la fermeture de la maternité, à travers ce fameux GCS, avec donc des anesthésistes du privé : d'où une proposition de solution d'urgence, leur réquisition pour s'occuper de la maternité en attendant des recrutements plus durables. De ce point de vue, nous sommes en période de négociation de la convention entre l'assurance maladie et les médecins libéraux et vous avez sans doute entendu parler de leur mécontentement. Avec notre coordination, nous disons que c'est le bon moment pour lisser les revenus entre public et privé, et éviter le départ des médecins hospitaliers vers le privé, lisser aussi la pénibilité du travail avec un retour à l'obligation de garde pour tous, répartissant ainsi le travail de nuit et du week end.

Je vais m'abstenir de vous dérouler tout le plan d'urgence que propose notre coordination et je terminerai par quelques mots en lien avec l'actualité, celle de la réforme des retraites, car le fond est le même, faire des économies, pour la santé, comme pour les retraites en réduisant la part solidaire de la Sécurité Sociale. Il n'appartient pas à notre association de faire des propositions de

financement - c'est le débat syndical et politique – mais je peux au moins dire ce que nous ne pouvons tolérer et que certains diffusent démagogiquement à Sedan et ailleurs, s'en prendre aux étrangers, ce qui est éthiquement et moralement inacceptable mais en plus économiquement absurde, car les comptes sociaux montrent que les étrangers rapportent plus qu'ils ne coûtent aux dispositifs de solidarité nationale et l'autre idée absurde, c'est d'augmenter les salaires, par la réduction des cotisations sociales, mettant en cause santé et retraites, alors même que la légitime augmentations des salaires devrait s'accompagner de nouvelles ressources pour la Sécu.

Encore merci pour votre participation à toutes et à tous : nous allons crier, nous allons chanter notre refus de voir l'hôpital de Sedan se réduire à peau de chagrin. La suite, nous verrons : la directrice générale de l'ARS devrait venir dans le département vendredi prochain faire des annonces. Serons nous entendus ? Notre comité a demandé à être reçu, sans réponse à ce jour. Nous vous appelons à venir vous rassembler devant l'ARS le 10 février à 11h.